

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-39 du 22 novembre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Président-élu D. Trump désigne Howard Lutnick comme Secrétaire au Commerce
2. L'USCC appelle le Congrès à renforcer le contrôle des flux de commerce, d'investissements et de données avec la Chine
3. Le Département du Trésor publie sa règle finale sur le renforcement des modalités d'application de la procédure de contrôle des investissements entrants

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Énergie publie sa stratégie de décarbonation de l'industrie
5. La Maison-Blanche annonce des mesures en faveur de la protection de la biodiversité

Transport et infrastructure

6. Au 3^e anniversaire de la loi bipartisane sur les infrastructures, la Maison-Blanche rapporte l'attribution de plus de 568 Md\$ au bénéfice de plus de 66 000 projets à travers le pays
7. Le Département des Transports finalise la révision périodique de son programme d'évaluation de la sécurité routière des véhicules neufs

Industrie

8. Le Département du Commerce américain a annoncé l'octroi de plusieurs subventions à l'industrie des semi-conducteurs

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

9. Les États-Unis accueillent la première réunion du Réseau international des Instituts de sécurité de l'IA
10. Le Département de la Justice exige la vente de Chrome par Google

Santé

11. Le Président-élu D. Trump désigne Robert F. Kennedy Jr. comme Secrétaire à la Santé et aux services humains (HHS)

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Président-élu D. Trump désigne Howard Lutnick comme Secrétaire au Commerce

Le 19 novembre, le Président-élu D. Trump a [annoncé](#) sur sa plateforme Truth Social la nomination de H. Lutnick à la tête du Département du Commerce (DoC). Co-président de l'équipe de transition présidentielle de D. Trump pour 2024, H. Lutnick est également PDG de la banque d'investissement Cantor Fitzgerald et Président de Newmark Group, entreprise leader dans les services pour l'immobilier de bureau.

Le Département du Commerce est notamment en charge des enquêtes menées en vertu de la Section 232 du Trade Act de 1962, qui peuvent conduire à l'imposition de droits de douane compensatoires, ainsi que pour l'édiction et l'application des règles de contrôle export. Dans son communiqué, le Président-élu indique que H. Lutnick aura la responsabilité de mener l'agenda « commerce et droits de douane », avec une responsabilité directe additionnelle sur le Bureau du Représentant américain au Commerce (USTR).

2. L'USCC appelle le Congrès à renforcer le contrôle des flux de commerce, d'investissements et de données avec la Chine

Le 19 novembre, à l'occasion de la présentation de son rapport annuel pour l'année 2024, la Commission de revue économique et de sécurité de la relation sino-américaine (USCC), une agence non-partisane établie en octobre 2000, a [formulé](#) 32 recommandations appelant le Congrès à renforcer le contrôle des flux de commerce, d'investissements et de données avec la Chine. L'USCC estime que les outils récemment déployés, notamment en matière de contrôle des investissements sortants, nécessiteraient davantage de coordination inter-agences. Les principales recommandations concernent : (i) une révocation du statut de relations commerciales normales permanentes (PNTR) attribué à la Chine en 2001, (ii) la création d'un nouveau groupe de travail inter-agences associant les Départements du Commerce, de la Défense, d'État, du Trésor et de l'Énergie, supervisé par le Conseiller à la sécurité nationale (NSC) et spécifiquement dédié à l'endiguement des progrès technologiques chinois, (iii) la création d'un nouveau Bureau chargé du contrôle des investissements sortants directement rattaché à la Maison-Blanche, (iv) la suppression de l'exemption *de minimis* permettant aux marchandises d'une valeur inférieure à 800 \$ d'être importés de Chine sans contrôle préalable, notamment *via* des plateformes de commerce en ligne comme Shein ou Temu, et (v) une surveillance accrue des investissements chinois dans le secteur américain des biotechnologies, notamment ceux donnant accès à des bases de données génétiques. La Commission souligne le caractère dissuasif des efforts de coopération internationale en la matière, citant notamment celle entre les États-Unis et ses alliés pour limiter l'intégration des équipements du chinois Huawei dans les infrastructures de télécommunication mondiaux, qui rendent plus difficile l'adoption de mesures de représailles par la Chine.

3. Le Département du Trésor publie sa règle finale sur le renforcement des modalités d'application de la procédure de contrôle des investissements entrants

Le 18 novembre, le Département du Trésor a [publié](#) la règle finale renforçant les modalités d'application de la procédure de contrôle des investissements étrangers aux États-Unis, assurée par le CFIUS. Il s'agit de la première mise à jour de cette procédure depuis la loi FIIRMA (Foreign Investment Risk Review Modernization Act) entrée en vigueur en 2020. Cette règle finale permettra d'imposer des amendes significativement plus élevées pour un plus large éventail d'infractions – jusqu'à 5 M\$ contre 250 000 \$ auparavant. Ce nouveau plafond revêt un caractère dissuasif au regard du volume croissant de dossiers portés à l'attention du comité. Le CFIUS pourra également exiger des informations auprès d'entreprises sur des transactions ne faisant pas directement l'objet d'une enquête du CFIUS et n'ayant pas été initialement portées à son attention. Il pourra également produire davantage d'injonctions (« *subpoena* ») pour requérir la transmission de documents de la part des parties prenantes afin d'évaluer les risques posés pour la sécurité nationale dans le cadre de transactions non-notifiées. Le délai des procédures d'appel contre les amendes imposées par le CFIUS et des réponses formulées par le comité à ces appels a en outre été élargi à 15 jours.

Brèves

- Le 16 novembre, les présidents J. Biden et Xi Jinping se sont [rencontrés](#) en marge du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) à Lima, au Pérou. Ils ont tous deux convenu d'empêcher l'accès aux systèmes de contrôle d'armes nucléaires par l'IA. À cette occasion, le président chinois a annoncé qu'il était prêt à travailler avec la nouvelle administration républicaine pour une relation bilatérale « stable, saine et durable ».
- Le 18 novembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 6 hauts responsables du Hamas impliqués dans le financement des activités de l'organisation et la contrebande d'armes à Gaza.
- Le 18 novembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) le mouvement de colonisation israélien Amana, impliqué dans des actes de violence en Cisjordanie.
- Le 19 novembre, le Département du Trésor a [publié](#) la règle finale relative à l'élargissement de l'éligibilité aux crédits d'impôts de l'IRA pour les États américains, autorités locales, tribus et territoires, districts scolaires et organisations exonérées d'impôts (églises, hôpitaux).
- Le 21 novembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) Gazprombank, ainsi que plus de 50 banques russes, plus de 40 dépositaires centraux russes de titres et 15 responsables financiers russes, impliqués dans le financement de l'effort de guerre russe. De plus, le Département du Trésor a [émis](#) une alerte sur les risques liés à l'utilisation du système de transfert financier russe SPFS à des fins de contournement des sanctions.

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Énergie publie sa stratégie de décarbonation de l'industrie

Le Département américain de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 18 novembre « [The National Blueprint for a Clean & Competitive Industrial Sector](#) ». Le DoE indique que ce plan s'appuie sur les investissements déjà déployés par les agences fédérales pour définir une stratégie visant à parvenir à un secteur industriel à faible empreinte carbone, moins polluant et plus compétitif sur le plan économique. Le DoE précise que le secteur manufacturier représente 12 % du PIB des États-Unis et 20 % des émissions de gaz à effet de serre (GES). Le DoE explique que ce plan repose sur cinq points : i) accélérer le déploiement des solutions bas carbone disponibles sur le marché et rentables à court terme ; ii) faire la démonstration des solutions émergentes à l'échelle commerciale pour permettre leur déploiement ; iii) accroître l'utilisation des données pour favoriser la réduction des émissions et les gains d'efficacité qui peuvent améliorer les performances et le suivi des progrès ; iv) innover et faire progresser la recherche afin de développer des procédés et des produits permettant de réduire significativement les émissions de GES ; v) prendre en compte l'ensemble du cycle de vie des produits afin de réduire les émissions de GES incorporées dans les produits industriels et de minimiser les déchets. Le DoE ajoute que cette stratégie doit guider l'action fédérale à court-terme et qu'elle sera portée par le secteur privé avec l'appui des pouvoirs publics.

5. La Maison-Blanche annonce des mesures en faveur de la protection de la biodiversité

La Maison-Blanche a [annoncé](#) le 17 novembre la visite du Président Biden à Manaus, au Brésil, devenant ainsi le premier président américain en exercice à visiter la forêt tropicale amazonienne. Au cours de cette visite, le Président a annoncé que, conformément à leur engagement, les États-Unis avaient multiplié par six leur participation au financement international pour le climat depuis 2021, à plus de 11 Md\$ en 2024.

La Maison-Blanche précise que les efforts du Président Biden sur les 4 ans de son mandat ont permis d'assurer la conservation de plus de 18 M d'hectares de terres et d'eaux, de sauvegarder des forêts primaires, de renforcer les partenariats de reboisement à travers le pays pour soutenir les économies locales, de lutter contre la déforestation et de déployer des solutions basées sur la nature qui réduisent les émissions, améliorent la biodiversité et renforcent la résilience face à l'augmentation des menaces climatiques.

La Maison-Blanche a également annoncé de nouvelles actions : i) une dotation de 50 M\$ supplémentaire pour le Fonds pour l'Amazonie, portant la contribution américaine à 100 M\$ (sous réserve de la ratification du Congrès) ; ii) le lancement de la coalition pour le financement de la restauration et de la bioéconomie au Brésil, en partenariat avec BTG Pactual et 12 autres institutions, qui entend mobiliser au moins 10 Md\$ d'investissements publics et privés dans la bioéconomie d'ici à 2030 ; iii) un prêt de la DFC (International Development Finance Corporation) de 37,5 M\$ à Mombak Gestora de Recursos Ltda pour soutenir la plantation à grande échelle d'espèces d'arbres indigènes sur des

prairies dégradées au Brésil, afin de séquestrer le carbone et de préserver la biodiversité ; iv) le soutien à la création du « Tropical Forest Forever Facility » du Président Lula, en apportant une aide pour finaliser le travail technique et analytique nécessaire à sa conception et à sa mise en place.

La Maison-Blanche liste également les actions déjà mises en place par les États-Unis pour soutenir la résilience climatique et la biodiversité des écosystèmes critiques dans le monde.

Brèves

- Le Département américain de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 20 novembre l'attribution d'un montant pouvant aller jusqu'à 2,2 Md\$ à deux hubs régionaux d'hydrogène propre, Gulf Coast H2Hub et Midwest H2Hub. Ces fonds s'inscrivent dans le cadre du programme H2hubs [annoncé](#) en octobre 2023 comprenant 7 hubs au global, répartis sur le territoire et dont il était attendu la production de 3 Mt d'hydrogène par an d'ici à 2030.
- La Maison-Blanche a [publié](#) le 19 novembre une déclaration concernant un nouveau partenariat Brésil-États-Unis sur la transition énergétique. La Maison-Blanche indique qu'il se focalisera sur trois piliers : i) la production et le déploiement des énergies propres ; ii) le développement des chaînes de valeur ; iii) les efforts de décarbonation de l'industrie.

Transport et infrastructure

6. Au 3^e anniversaire de la loi bipartisane sur les infrastructures, la Maison-Blanche rapporte l'attribution de plus de 568 Md\$ au bénéfice de plus de 66 000 projets à travers le pays

Le 15 novembre, l'administration Biden a publié un [communiqué](#) en forme de bilan d'étape de la mise en œuvre de la loi bipartisane sur les infrastructures (BIL), à l'occasion du 3^e anniversaire de son adoption.

La Maison-Blanche indique que, à ce stade, plus de 568 Md\$ de financements ont été annoncés dans le cadre de la BIL, soutenant plus de 66 000 projets à travers le pays qui répondent à des enjeux variés concernant les infrastructures de transport (routes, ponts, rail, aéroports, ports et voies navigables, transports publics et bus scolaires), la pollution de l'eau, l'accès à l'internet à haut débit, la modernisation du réseau électrique et le déploiement des énergies propres, la résilience et la gestion des anciens sites miniers et industriels.

Le Président Biden s'est notamment [félicité](#) de l'action de son administration qui a abouti à ce jour à la réparation de 315 000 km de routes et de 11 400 ponts, au remplacement de 367 000 conduites en plomb ainsi qu'à l'expansion et à la modernisation de nombreux ports et aéroports. Il a notamment [annoncé](#) à cette occasion l'attribution d'un nouveau financement fédéral de 1,5 Md\$ au bénéfice du corridor ferroviaire du Nord-Est (NEC).

Le Département des Transports [indique](#) que ce financement complémentaire permettra de remettre à niveau des caténaires vétustes sujettes à des défaillances pouvant générer des retards, d'améliorer les systèmes de signalisation en vue

d'accroître la circulation, les vitesses et la sécurité, de soutenir la préparation du chantier d'agrandissement de la gare Union Station à Washington ainsi que de rattraper une partie du retard des travaux d'entretien et de maintenance sur le NEC. Le Secrétaire aux Transports P. Buttigieg a déclaré que « l'administration Biden-Harris continuait d'accomplir sa promesse de réaliser les investissements tant attendus et requis pour moderniser cette liaison essentielle ».

7. Le Département des Transports finalise la révision périodique de son programme d'évaluation de la sécurité routière des véhicules neufs

Le 18 novembre, l'Agence fédérale chargée de la sécurité routière (NHTSA) au sein du Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) la finalisation d'un [règlement](#) relatif à l'actualisation périodique de son programme d'évaluation de sécurité des véhicules neufs (New Car Assessment Program – NCAP), aussi appelé « 5-Star Safety Ratings ».

Le NCAP est un programme fédéral visant à fournir une évaluation de sécurité de tous les modèles de véhicules neufs commercialisés aux États-Unis afin d'aider les consommateurs à prendre une décision éclairée lors de l'achat d'un véhicule. Après des tests réalisés sous différentes conditions et l'examen de plusieurs critères (collisions frontale et latérale, anti-tonneau, disponibilité de certaines technologies et conformité à certains critères de performance), la NHTSA [attribue](#) aux modèles une note publique selon une échelle composée de 5 étoiles.

Cette dernière révision, prévue dans le cadre de la loi bipartisane sur les infrastructures (BIL) et applicable à partir de l'année-modèle 2026, intègre notamment :

- L'ajout de quatre technologies avancées d'aide à la conduite qui amélioreront l'évitement des collisions : le freinage d'urgence automatique face aux piétons, l'assistance au maintien de voie, l'avertisseur d'angle mort et l'intervention en cas de manœuvre dangereuse autour de l'angle mort ;
- La mise à jour et le renforcement des procédures d'essai et des critères de performance pour les technologies avancées d'aide à la conduite qui sont déjà incluses dans le NCAP, telles que le freinage d'urgence automatique (AEB) ;
- L'ajout d'un programme de protection des piétons visant à évaluer la capacité de l'avant du véhicule à atténuer les blessures et la mortalité des piétons lors d'impacts entre véhicules et piétons ;
- Des feuilles de route à moyen terme et à long terme pour s'adapter aux mises à jour futures issues des recherches en cours et à l'avancement continu des technologies de sécurité des véhicules, notamment en matière de prévention et de résistance aux chocs visant à protéger les cyclistes et les motocyclistes.

Industrie

8. Le Département du Commerce américain a annoncé l'octroi de plusieurs subventions à l'industrie des semi-conducteurs

Les derniers jours ont été l'objet de plusieurs annonces du Département du Commerce (DoC) relatives au déploiement du CHIPS Act.

Le 19 novembre, l'administration américaine a [annoncé](#) que le DoC entrait en négociation avec la Semiconductor Research Corporation (SRC), consortium des principaux acteurs du secteur dédié à la recherche, pour l'octroi d'une subvention de 285 M\$ pour la création d'un nouveau Manufacturing USA Institute. Celui-ci, nommé Semiconductor Manufacturing and Advanced Research with Twins USA (SMART USA) et installé à Durham (Caroline du Nord), sera dédié à la recherche sur les jumeaux numériques.

Le 20 novembre, le DoC a [annoncé](#) la finalisation de l'accord avec GlobalFoundries pour l'octroi d'une subvention de 1,5 Md\$, qui vient soutenir plusieurs projets dans les États de New York et du Vermont, pour un investissement total de 13 Md\$ sur 10 ans.

Enfin, le DoC a [indiqué](#) le 21 novembre entrer en négociation avec Absolics, basé en Géorgie, Applied Materials, installé en Californie, et Arizona State University pour l'attribution de 300 M\$ pour le développement de nouveaux substrats pour le conditionnement avancé des semi-conducteurs.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le conglomérat américain des médias et télécommunications Comcast a [annoncé](#) le 20 novembre se séparer de toutes ses activités de télévision par câble, jusqu'ici regroupées au sein de NBCUniversal. Comcast va créer une nouvelle entité indépendante, nommée SpinCo, qui regroupera notamment les réseaux CNBC, MSNBC, Oxygen, E!, SYFY, et quelques actifs numériques tels que Fandango et Rotten Tomatoes. Les activités de SpinCo représentent 7 Md\$ de revenus annuels au total.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- Le secteur du vin américain [redoute](#) l'impact de la politique commerciale promue par le Président-élu pendant sa campagne qui pourrait taxer les importations de produits étrangers à hauteur de 10 % à 20 %, et jusqu'à 60 % pour les produits chinois. Ces mesures pourraient, selon les représentants du secteur, augmenter le prix des vins importés mais aussi nationaux, les distributeurs cherchant en effet à compenser leurs pertes sur les vins étrangers en augmentant le prix des vins américains, et affecter des milliers de petites entreprises américaines opérant déjà avec des marges faibles.
- Le Secrétaire à l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#) deux nouvelles initiatives visant à soutenir les producteurs de fruits, légumes et noix notamment face aux impacts des catastrophes naturelles, comme les récents ouragans qui ont frappé la côte Est du pays. La première mesure crée le programme Marketing Assistance for Specialty Crops, doté de 2 Md\$ pour renforcer l'offre nationale, faciliter l'accès à des équipements spécialisés, comme le transport à température contrôlée, et élargir les

débouchés commerciaux. La seconde mesure crée le Commodity Storage Assistance Program, pourvu de 140 M\$, pour financer l'accès à des installations de stockage, telles que des silos ou des stations d'emballage, pour les producteurs confrontés à des pertes de capacités dues aux catastrophes.

Numérique et innovation

9. Les États-Unis accueillent la première réunion du Réseau international des Instituts de sécurité de l'IA

Le 20 novembre, le Département du Commerce (DoC) et le Département d'État (DoS) ont [co-organisé](#) à San Francisco la première réunion du Réseau International des Instituts de Sécurité de l'IA. Cette initiative vise à renforcer la coopération internationale pour garantir une innovation en IA sûre, sécurisée et digne de confiance. Les États-Unis assureront la présidence du Réseau, dont les membres initiaux comprennent l'Australie, le Canada, l'Union européenne, la France, le Japon, le Kenya, la Corée du Sud, Singapour, le Royaume-Uni et les États-Unis. Quatre priorités ont été définies : (i) la recherche en sécurité de l'IA, (ii) l'élaboration de bonnes pratiques pour les tests de modèles, (iii) l'évaluation des systèmes d'IA avancés, et (iv) le partage d'informations globales.

À cette occasion, le Réseau a annoncé un financement de plus de 11 M\$ pour soutenir la recherche sur la gestion des risques liés aux contenus synthétiques, avec des contributions de plusieurs pays et entités, dont l'U.S. USAID (3,8 M\$), l'Australie (2,2 M\$), la Corée du Sud (7,2 M\$ sur quatre ans), la Fondation Knight (3 M\$) et le AI Safety Fund (1 M\$). Dans le cadre de ses efforts pour promouvoir une évaluation rigoureuse des systèmes d'IA, le Réseau a mené son premier exercice de test conjoint sur le modèle Llama 3.1 405B de Meta, en collaboration avec les Instituts de Sécurité de l'IA des États-Unis, du Royaume-Uni et de Singapour. Cet exercice a permis de tester les capacités multilingues du modèle, ainsi que sa gestion des « hallucinations » et sa compréhension de domaines académiques spécifiques. Le Réseau a par ailleurs adopté un cadre commun pour l'évaluation des risques des systèmes d'IA avancés, fondé sur six principes essentiels : actionabilité, transparence, intégralité, participation multilatérale, itération et reproductibilité. Ce cadre servira de référence pour les futures évaluations des risques au niveau mondial, assurant une gouvernance cohérente et reproductible.

Enfin, l'U.S. Artificial Intelligence Safety Institute a annoncé la création de la TRAINS Taskforce (Testing Risks of AI for National Security), dans le cadre du National Security Memorandum on AI. Ce groupe rassemblera des experts des Départements du Commerce, de la Défense, de l'Énergie, de la Sécurité intérieure, de la NSA et des NIH pour coordonner des recherches et des tests sur les risques émergents liés à l'IA dans des secteurs clés tels que la cybersécurité, la sécurité nucléaire et les infrastructures critiques. Cette taskforce vise à renforcer le leadership des États-Unis en matière de sécurité de l'IA et à prévenir les risques d'exploitation malveillante des technologies émergentes.

10. Le Département de la Justice exige la vente de Chrome par Google

Le 19 novembre, le Département de la Justice (DoJ) a [sollicité](#) le juge fédéral Amit Mehta pour imposer la vente par Google de son navigateur Chrome et la modification du moteur de recherche par défaut sur Android. Cette requête fait suite à la décision rendue en août 2024, qui a établi que Google maintenait un monopole illégal dans le secteur de la recherche en ligne. Le DoJ argue que Chrome, avec ses deux tiers de part de marché, permet à Google de contraindre les utilisateurs à recourir à ses services, notamment son moteur de recherche. La vente de Chrome serait, selon le gouvernement, une mesure permettant d'offrir aux moteurs de recherche concurrents un accès à un point d'entrée clé pour les utilisateurs d'Internet. En complément, le DoJ propose que Google soit interdit d'accéder au marché des navigateurs pendant 5 ans et de posséder ou d'investir dans des sociétés concurrentes dans la publicité textuelle liée à la recherche. Le gouvernement ne demande pas, pour l'instant, la cession du système Android, mais souhaite que Google Search cesse d'être le moteur de recherche par défaut. Google a vivement [réagi](#) en qualifiant cette demande de « surpasement des limites » et d'« intervention excessive », soulignant les risques pour l'innovation technologique américaine. Une audience est prévue pour avril 2025, avec une décision finale attendue en septembre 2025.

Brèves

- Le 14 novembre, Elon Musk a [ajouté](#) de nouvelles accusations antitrust à sa plainte contre OpenAI, affirmant que la collaboration de l'entreprise avec Microsoft nuit à la concurrence dans le secteur de l'IA.
- Le 19 novembre, GitHub a [lancé](#) un fonds de 1,25 M\$ pour soutenir la sécurité des projets de code source ouvert. Ce financement, soutenu par des entreprises comme Microsoft, Shopify et Stripe, vise à aider les projets critiques dans le domaine de la sécurité des logiciels. Les projets sélectionnés bénéficieront de financements, ainsi que de mentorat et de soutien technique pour renforcer la sécurité des logiciels open source.
- Le 17 novembre, le Président-élu D. Trump a [nommé](#) Brendan Carr à la présidence de la Federal Communications Commission (FCC). B. Carr, actuellement commissaire républicain à la FCC depuis 2017, succédera à Jessica Rosenworcel, dont le mandat se termine le 20 janvier 2025.
- Le 21 novembre, Crusoe Energy a [levé](#) 686 M\$ sur un objectif de 818 M\$, selon un dépôt à la SEC. La société, spécialisée dans la construction de centres de données pour des clients tels qu'Oracle, Microsoft et OpenAI, a reçu des investissements de 70 contributeurs.
- Le 19 novembre, Meta a [annoncé](#) la nomination de Clara Shih, CEO de Salesforce AI, pour diriger un nouveau groupe, Business AI, dédié à la création d'outils d'IA pour les entreprises utilisant les applications de Meta. Business AI vise à rendre l'IA de pointe accessible à toutes les entreprises, en particulier pour améliorer les publicités et le contenu généré sur Instagram, Facebook et WhatsApp.

Santé

11. Le Président-élu D. Trump désigne Robert F. Kennedy Jr. comme Secrétaire à la Santé et aux services humains (HHS)

Le Président-élu D. Trump a [annoncé](#) le 14 novembre sur le réseau social X la nomination au poste de Secrétaire à la Santé et aux services humains (HHS) de Robert F. Kennedy Jr. (RFK), ancien candidat à l'élection présidentielle qui s'est finalement retiré de la course à la Maison-Blanche pour [apporter](#) son soutien à D. Trump en août dernier. Le lendemain, le CEO de l'association représentant le secteur des biotechnologies BIO, John Crowley, s'est [dit](#) prêt à « travailler étroitement avec le Président-élu, son Administration à venir, et les membres du Congrès ».

D. Trump a également [annoncé](#) le 19 novembre sur la plateforme Truth Social avoir choisi le cardiologue, ancien animateur de télévision et ancien candidat au Sénat pour la Pennsylvanie Dr. Mehmet Oz pour diriger les Centres pour les services Medicare et Medicaid (CMS), qui font partie de HHS. Le CEO de l'association de défense des intérêts du secteur des dispositifs médicaux Advamed, Scott Whitaker, s'est [félicité](#) de ce choix d'un praticien ayant « une expérience directe des technologies médicales », tout comme il avait [salué](#) celui de RFK, en remarquant que ce-dernier était familier de ces technologies pour y avoir été lui-même exposé « au cours de sa vie ».

L'indice pharmaceutique de la bourse de New York (NYSE Arca Pharmaceutical Index) a [chuté](#) de près de 5 % à la suite de l'annonce de la nomination de RFK, tandis que le fonds indicel spécialisé dans les biotechnologies SPDR S&P Biotech ETF a décroché de près de 10 %.

Brèves

- Le 20 novembre, deux entreprises de biotechnologies basées à New York, Acurx Pharmaceuticals et Hoth Therapeutics, ont annoncé que leurs conseils d'administration avaient approuvé l'utilisation de la cryptomonnaie Bitcoin comme réserve de trésorerie et son achat pour une valeur pouvant aller jusqu'à 1 M\$. Le CEO de Hoth, Robb Knie, a [estimé](#) que les caractéristiques de « résistance à l'inflation » de la cryptomonnaie constituaient un atout, tandis que le CEO d'Acurx, David Luci, a [mis en avant](#) le « soutien grandissant des agences gouvernementales et des investisseurs institutionnels » dans la décision d'acquisition de Bitcoins par son entreprise.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)